



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477, Bld de la Dollée
CS 70272
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 19/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELECTROPOLI FRANCE

Le Grand Chemin
50540 Vezins

Références : 2025 - 313
Code AIOT : 0005301497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement ELECTROPOLI FRANCE implanté 4-5 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Conformité SDAGE et suites 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROPOLI FRANCE
- 4-5 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301497
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electropoli est spécialisée dans le traitement de surfaces des métaux, par des procédés électrolytiques ou chimiques. Le site est également classé IED sous la rubrique 3260.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détecteurs niveau bas	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Sans objet
3	Comptabilisation de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2020, la société ELECTROPOLI s'est engagée dans un plan d'actions de réduction des flux en métaux émis dans le milieu naturel afin de limiter l'impact de ses rejets sur l'Yvrande. Les efforts accomplis sur le traitement par l'installation d'un évapoconcentrateur a permis de résorber une partie de cet impact, mais cela restait insuffisant. Aussi, l'exploitant s'est engagé dans la recherche de l'optimisation de l'élimination/réduction des émissions en travaillant aux sources de ces émissions, notamment par le remplacement de produits dégraissants problématiques, l'optimisation du recyclage des bains usés, le lissage de flux arrivant sur la station de traitement, l'expérimentation puis la mise en place de résines échangeuses d'ions pour améliorer le traitement. Toutes ces actions ont permis de réduire les flux rejetés mais ne permettent pas encore d'atteindre les niveaux d'émission requis pour assurer le retour au bon état de l'Yvrande. L'exploitant a prévu des actions complémentaires à mettre en œuvre d'ici mi-2026, qui devraient concourir à améliorer les niveaux des rejets et s'approcher des valeurs limites d'émissions théoriques à atteindre pour respecter le bon état.

L'étude sur l'acceptabilité du milieu, menée conjointement avec la société beurrière d'Isigny, par son approche "terrain", devrait apporter des éléments nouveaux qui permettront de valider les niveaux de rejets aqueux qui sont effectivement à atteindre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000
Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Constats :

Au début de la réunion, l'exploitant a rappelé les actions mises en œuvre et initiées en 2024 qui ont permis de réduire le flux de métaux par amélioration du recyclage des bains et amélioration du traitement en aval du process, et se prolongeront pour certaines en 2025, à savoir :

- Arrêt de la chaîne Zn Acide (chaîne 31)
- Implantation de décarbonateurs sur les chaînes 30, 34 et 32
- Implantation de résine sur Ligne pilote (chaîne 30)
- Résine échangeuse d'ions neuve sur la Station 1 (Janvier 24)
- Evolutions majeures des procédés :
 - Changement des dégraissants GARDOCLEAN T5265 par du PRESOL 3475 à l'origine de l'apport d'EDTA dans les bains,
 - Changement des passivations afin supprimer le cobalt conformément à la demande l'inspection du travail. Il reste cependant une passivation au cobalt sur la chaîne 9 du fait de la nécessité d'obtenir les autorisations préalables à ce changement de la part du client final (nécessité de vérifier que cette substitution n'altère pas le produit fini).
- Arrêt de rajout des bains usés acides et base à la Station 2 et envoi, après neutralisation, sur la Station 1. Afin de valider cette modification dans la durée, la mise en œuvre d'une enveloppe de protection de la cuve réceptrice des bains usées est nécessaire. Cette opération, pour être effectuée, nécessite un arrêt technique des installations ; il en résulte que celle-ci se fera soit en août, soit en décembre 2025.
- Ajout d'un agitateur dans la fosse acido-basique prévu en décembre 2025.
- Mise en place d'un 2ème bloc de résines échangeuses d'ions sur la Station 1 en septembre ou octobre 2025, afin d'assurer un abattement complémentaire des métaux par la mise en série des 2 blocs de résines échangeuses d'ions.

L'exploitant a également fait part de son intention d'arrêter la ligne de galvanisation à chaud en 2026, arrêt qui contribuera nécessairement à la réduction des flux en métaux.

Enfin, l'exploitant prévoit de raccorder les rinçages en sortie des chaînes zinc/nickel (chaînes 9 et 41) à l'évapoconcentrateur afin d'optimiser sa capacité de traitement (utilisé actuellement à 550l/h pour une capacité de 750 l/h).

A noter que parallèlement aux actions d'optimisation des process de traitement de surface et traitement des effluents, l'exploitant s'est associé à la société beurrière d'Isigny pour lancer une étude sur la compatibilité des rejets avec la qualité du milieu aquatique au regard des macropolluants et micropolluants rejetés dans l'Yvrande et la Sélune.

En regardant de plus près les résultats par rapport aux substances rejetées et mesurées, on constate que :

- pour le nickel, une nette réduction a été constatée suite la mise en œuvre de la substitution des produits dégraissants (suppression de l'EDTA) et l'injection à faible débit sur la station de traitement. L'ajout d'un 2ème bloc de résines échangeuses d'ions devrait contribuer à l'amélioration de l'abattement de ce paramètre,
- pour le zinc, les constats sont les mêmes que pour le nickel. A noter que l'arrêt de la

chaîne 5 prévu en 2026 devrait permettre là-aussi une nette réduction des rejets, car les baignades sur cette chaîne sont très concentrées en zinc (180 à 230 g/l),

- pour ce qui concerne la DCO, l'exploitant rencontre un palier (150 mg/l et 20 kg/j) en-dessous duquel il lui paraît difficile de descendre sans mise en service d'une technique spécifique de traitement et dont il étudiera la faisabilité, si nécessaire,
- pour le cuivre, des concentrations proches de la limite de quantification sont mesurées et des flux de l'ordre de la dizaine de grammes par jour rejetés,
- pour l'ammonium NH₄⁺, une stabilisation du flux est mesurée aux alentours de 300 g/j,
- pour le phosphore total, une légère augmentation est constatée en lien avec la variation des flux injectés sur la station. L'exploitant envisage de lisser ces flux et plus précisément celui issu du poste de rinçage 78, fortement concentré en phosphore.
- pour l'azote global, une augmentation plus franche est mesurée malgré l'étape de dénitrification en place dans le traitement,
- pour le fluorure, une grande variabilité est observée ; l'exploitant souligne qu'un lissage des flux devrait stabiliser le niveau de rejet de ce paramètre,
- pour le cobalt, la suppression de son utilisation (sauf sur une passivation) a permis de quasiment l'éradiquer des rejets, sauf lors du changement de bain de l'unique passivation utilisant encore ce type de composé,
- pour le chrome total, les flux rejetés se situent aux environs de 10 g/j ; conversion au chrome III donc pas de chrome VI dans les rejets.

Pour résumer, les paramètres Zinc, Nickel, Cuivre, DCO, Ammonium, Fluorures, Azote Global et Phosphore ne respectent pas encore les valeurs limites d'émission (VLE) projetées de 2025. En revanche, pour les paramètres Fer, MES, NO₂, Aluminium, AOX, Chloroforme et Hydrocarbures totaux, les VLE 2025 sont respectées.

Il importe donc que l'exploitant continue la mise en œuvre de son programme d'actions afin de s'approcher au plus près des VLE théoriques 2025 à atteindre. L'étude sur l'acceptabilité milieu lancée précisera les niveaux des rejets admissibles vis-à-vis du retour au bon état de l'Yvrande et indiquera en conséquence les VLE DCE compatibles souhaitables.

A noter que le projet d'état des lieux 2025 du SDAGE Seine-Normandie 2028-2033 a confirmé l'impact supposé des rejets d'ELECTROPOLI vis-à-vis de certaines substances sur l'Yvrande, et que l'autosurveillance réalisée par l'exploitant ne permet pas de corréliser pour certains paramètres, car la fréquence de surveillance est faible (fréquence annuelle).

Aussi, afin de lever le doute, l'inspection propose à l'exploitant de réaliser 6 analyses complémentaires, à fréquence mensuelle, sur la série de paramètres suivantes : Benzo(a) pyrène, Benzo(b) fluoranthène, Benzo(k) fluoranthène, Benzo(g,h,i) pérylène, indénopyrène, Tributyléthylcation.

L'inspection conseille également à l'exploitant de faire réaliser, en parallèle, des analyses sur l'eau industrielle à laquelle son établissement est raccordé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise 6 campagnes d'analyses complémentaires à fréquence mensuelle pour les paramètres suivants : Benzo(a) pyrène, Benzo(b) fluoranthène, Benzo(k) fluoranthène, Benzo(g,h,i) pérylène, indénopyrène, Tributyléthylcation, d'ici avril 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détecteurs niveau bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications hebdomadaires

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, un contrôle hebdomadaire des sondes détectant le niveau de liquide dans les bains (en vue d'asservir le fonctionnement du chauffage des bains au niveau de liquide contenu) doit être réalisé. Compte tenu du nombre important de ce type d'équipement en place sur les installations d'ELECTROPOLI, le contrôle des 180 sondes ne peut être réalisé toutes les semaines. Fort de son retour d'expérience et dans la mesure où les sondes de contrôle sont, par mesure de sécurité, doublées dans chaque bain chauffé, l'exploitant a donc proposé à l'inspection un programme de vérification des sondes, plus étalé dans le temps.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>ELECTROPOLI transmettra à l'inspection sous 3 mois, le bilan des contrôles effectués au cours de l'année 2024 sur les sondes de niveau des bains chauffés. Bilan faisant apparaître le nombre de sondes vérifiées, comme celles défectueuses et remplacées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Comptabilisation de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau - Consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doivent être vérifiés régulièrement et entretenus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

En préambule, l'exploitant a déclaré que le niveau de prélèvement de l'usine était passé de 13 - 14 m³/h à 7 m³/h (24 h) pour 220 à 240 jours travaillés par an sur le réseau industrielle communal, qui est un réseau distinct du réseau d'eau potable (l'eau n'est pas traitée mais juste défermée).

Afin de comptabiliser les volumes d'eau consommés, l'exploitant dispose d'un fichier sur lequel il enregistre les données des relevés compteurs journaliers, ce qui lui permet d'avoir un suivi régulier sur le niveau de consommation d'eau du site. Un autre tableau récapitule les débits relatifs à l'eau pompée dans la nappe afin d'assurer la barrière hydraulique mise en place pour confiner la pollution de la nappe engendrée par l'incendie historique d'une partie de l'usine.

Lors de sa présentation, l'exploitant a évoqué les chiffres de son ratio de consommation spécifique, dont la tendance est à la hausse (passage d'un ratio < 5 l/m² à un ratio > 5 l/m²) du fait notamment de la nécessité d'avoir une eau de plus grande qualité pour les traitements de surface à destination des clients de l'aéronautique et de la défense, a contrario des clients de l'automobile. Ce ratio reste néanmoins très inférieur aux 8 l/m² de surface traitée fixé dans son arrêté préfectoral.

Profitant de son déplacement sur site, l'inspection a expliqué à l'exploitant comment il devait activer le module « gestion de l'eau » sur GIDAF dont l'objectif est de permettre aux exploitants de remonter, à l'inspection des installations classées, les informations sur leurs consommations d'eau en période de sécheresse.

L'inspection s'est ensuite rendue dans l'atelier de production afin de vérifier si le réseau d'eau potable, en secours du réseau d'eau industrielle, était équipé d'un ou plusieurs disconnecteurs.

Il s'avère que l'exploitant peut utiliser l'eau potable à 2 endroits distincts sur le site :

- en tête des lignes de production, au niveau du bassin tampon de l'eau industrielle,
- au niveau du secteur où est implantée la station de traitement 1.

Pour ce qui concerne l'amont des chaînes de traitement, le bassin tampon fait office de disconnector. Pour la partie aval, au niveau de la station 1, un disconnector est bien installé sur la conduite amenant l'eau potable. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention de maintenance préventive de ce disconnector, réalisé le 23 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite